

DIJON

Pourquoi la SPA a dû réduire son activité fourrière

Dijon et seize villes environnantes ont délégué à la société pour la défense des animaux (SPA des Cailloux) le fonctionnement d'une fourrière vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Déficitaire sur cette activité, l'association l'a réduite à la journée depuis le 1^{er} janvier, et a ouvert un temps de négociation pour que ce service soit « rémunéré à son juste prix ».

« La société pour la défense des animaux de Bourgogne et de Franche-Comté se porte très bien », tient à rassurer sa présidente Nicole Bacqué. « Il faut savoir qu'au sein de notre association, nous avons deux budgets, d'une part celui de notre régie correspondant à notre fonction statutaire ; et d'autre part, un second, qui concerne notre délégation de service public pour la gestion de la fourrière. Or, nous avons constaté dans les précédents exercices, en particulier pour l'année 2020, que cette activité n'est pas financée à hauteur de son coût réel. »

Un courrier aux collectivités

Voilà pourquoi, dans un souci de saine gestion, l'association a adressé un courrier aux collectivités concernées, à savoir Dijon et quinze communes envi-



La SPA des Cailloux veut renégocier le coût de la fourrière vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Photo d'illustration LBP/Emma BUONCRISTIANI

ronnantes, pour annoncer des mesures concernant le fonctionnement de cette fourrière à compter du 1^{er} janvier ; en l'occurrence une restriction à un service de jour, et non plus vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en attendant qu'une solution financière soit trouvée.

« Nous souhaitons un nouvel accord avec les villes pour rétribuer la délégation de service public à hauteur de ce qu'elle coûte vraiment. On s'aperçoit que ce qui nous manque est énorme, tout en respectant les lois imposées... Chaque année, nous nous apercevons

que nous bouclons l'année en renflouant ce service public avec l'argent du refuge, ce qui n'est pas normal... »

Trouver un accord juste

Ainsi s'est ouverte une période de trois mois, jusqu'au 31 mars, pendant laquelle la fourrière fonctionne de 8 heures à 18 heures. « Pendant ces trois mois, nous devons arriver à se mettre d'accord avec Dijon et les quinze communes sur le vrai prix d'une fourrière vingt-quatre heures sur vingt-quatre qui reprendra, si on la paye le prix que ça coûte, avec une équipe de deux salariés mobilisée en permanence, trois cent soixante-cinq jours sur trois cent soixante-cinq ; sachant que pour faire fonctionner ce service, il faut aussi un secrétariat, et des animaliers pour entretenir les animaux qui arrivent par la fourrière. » La présidente précise que les contrats signés avec les communes prévoyaient une clause de révision qui a donc été activée : « Il nous faut embaucher davantage de personnels pour effectuer les astreintes. C'est pourquoi nous ne pouvons plus, pour l'heure, fonctionner la nuit ».

Anne-Françoise BAILLY

SPA des Cailloux, 5, rue Django-Reinhardt à Dijon.

Quelles sont les villes concernées ?

► Les villes concernées sont : Dijon, Arc-sur-Tille, Bretenière, Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur, Daix, Fény, Fontaine-lès-Dijon, Longvic, Marsannay-la-Côte, Neully-Crimo-lois, Perrigny-lès-Dijon, Quetigny, Saint-Apollinaire, Sennecey-lès-Dijon et Talant.

La présidente du refuge de Dijon précise que ce sont les mairies, policiers, gendarmes et pompiers qui peuvent saisir la fourrière et non pas les particuliers en appel direct. « Nous intervenons dans des situations prévues par la loi. Il faut savoir qu'à l'heure actuelle, sur dix animaux qui arrivent au refuge, huit rentrent au titre de la fourrière. Il y a parfois des abandons déguisés sous couvert de fourrière, ce qui permet à la personne abandonnant son animal de ne pas payer les frais d'accueil. »

Animal en état de divagation : la responsabilité du maire

D'après les pouvoirs de police qui lui sont conférés, un animal en état de divagation ou accidenté est sous la responsabilité du maire de la commune où il a été trouvé (art. L. 2212-1 et L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales). Toute commune doit disposer ou avoir une convention avec une fourrière. Le maire doit assurer la prise en charge des animaux en dehors des heures ouvrées de la fourrière (art. L.211-24 du Code rural). L'affichage en mairie des modalités de prise en charge des animaux errants ou divagants sur le territoire de la commune est obligatoire. Pour rappel, conformément à l'article L211-24 du Code rural et de la pêche maritime, chaque commune doit disposer soit d'une fourrière animale communale, soit d'un service de fourrière. Les animaux ne peuvent être restitués à leur propriétaire qu'après paiement des frais de fourrière.



Le maire doit faire appel à la fourrière en cas de divagation d'un animal.

Photo d'illustration LBP/Jérémie BLANCFÉ

Un point abordé en conseil municipal à Sennecey-lès-Dijon

La révision du contrat de fourrière évoquée par le conseil municipal de Sennecey-lès-Dijon

Lors du conseil municipal du 26 janvier, le maire de Sennecey-lès-Dijon Philippe Belleville (SE) a évoqué le changement de contrat entre la commune et la SDA (société pour la défense des animaux) de Bourgogne-Franche-Comté.

Pour l'heure, une nouvelle convention provisoire a été établie pour modifier l'existante, celle-ci devant être renouvelée tous les trois mois, en fonction de l'évolution de la concertation avec les communes pour trouver des mo-

dalités de fonctionnement et un accord sur l'ajustement des tarifs demandés par la SDA.

Les nouveaux horaires de la fourrière animale ont été établis du lundi au samedi de 8 heures à 18 heures hors jours fériés, avec un coût d'intervention inchangé.

En cas de transport d'un animal capturé par la commune, le prix est de 25 € par transport, 126 € pour la capture et le transport d'un animal vivant, 166 € si l'animal est dangereux, 80 € pour le ramassage d'un animal mort. Le coût de la cotisation s'élève à 0,15 € par habitant par trimestre...

Une négociation, et des communes devant gérer une partie des interventions

« La volonté du président de la Métropole François Rebsamen, c'est de voir perdurer ce service stratégique pour nos communes : une négociation entre les parties est engagée », déclare le maire de Sennecey.

Qui le souligne : « En matière de logistique, certaines communes comme la nôtre peuvent rencontrer des difficultés à gérer ce service de fourrière en dehors des nouvelles heures d'ouverture pour capturer l'animal et le con-

server en attendant l'ouverture du service de la SDA. C'est pour cela qu'il est urgent d'arriver à une négociation qui satisfasse l'ensemble des parties... Nous avons un service d'astreinte entre les adjoints et le maire, pour toutes sortes de dysfonctionnements. Ce sera cette astreinte qui prendra en charge l'animal errant en attendant la réouverture du service de la SDA. En fonction de la difficulté, nous pourrions avoir à faire appel à des services extérieurs... ».

A.-F.B.,
avec Michael VIARDOT (CLP)